



LE CASSE-TÊTE PARISIEN

«On sépare des enfants qui ne se recroiseront jamais»

Ses travaux ont inspiré une tribune de Thomas Piketty, publiée il y a exactement un an dans *Le Monde*, sur le collège à Paris. Julien Grenet, économiste et chercheur, a démontré la très forte ségrégation scolaire dans la capitale. Afin de favoriser la mixité, il a proposé de repenser le fonctionnement de la carte scolaire pour qu'un élève ne soit plus affecté dans un collège en fonction de sa seule adresse mais aussi selon des critères sociaux. Une expérimentation démarre cette année à Paris.

Pourquoi les disparités entre les établissements sont-elles si fortes à Paris ?

Outre la densité de population très forte et l'offre pléthorique – on compte près de 175 collèges, 115 publics et 60 privés –, le tissu urbain parisien présente de forts contrastes sociaux. Par exemple, dans un arrondissement comme le 18^e, le boulevard Barbès sépare d'une centaine de mètres un collège qui compte 10% d'élèves défavorisés (Dorgelès) d'un collège qui en compte 60% (Clemenceau).

La carte scolaire, qui s'appuie exclusivement sur les adresses des élèves, ne parvient pas à réduire ces inégalités. Aujourd'hui, les secteurs tels qu'ils sont tracés favorisent fortement la ségrégation.

En quoi les secteurs multicollèges permettent-ils de lutter contre la ségrégation scolaire ?

En élargissant les zones de recrutement des élèves, sans trop étendre les distances, on peut parvenir à mélanger les publics. Beaucoup de familles évitent le collège public parce qu'il est tellement ghettoisé qu'il est inconcevable pour elles d'y envoyer leurs enfants. Si on propose des collèges fidèles à la composition des quartiers, des collèges mixtes, les familles sont prêtes à revenir.

L'expérimentation concerne trois secteurs où les élèves ne dépendront plus d'un seul collège (comme c'est le cas aujourd'hui) mais de deux. Ainsi, Coysevox et Berlioz (18^e) expérimentent un mélange des publics : une année, tous les élèves entrant en 6^e iront à Coysevox où ils feront toute leur scolarité, l'année suivante les nouveaux entrants au collège iront à Berlioz. Dans le cas des collèges Marie-Curie et Gérard-Philipe (18^e) et de Bergson et Pailleron (19^e), il s'agit de nouvelles modalités d'affectation. Les parents émettent plusieurs vœux. Les élèves sont

ensuite répartis dans l'un des deux établissements du secteur selon un algorithme qui tient compte d'un certain nombre de critères transparents (quotient familial, fratrie...). Dans les deux cas, l'objectif est la mixité sociale.

Il y a eu des résistances chez les parents d'élèves...

Pour les collèges Berlioz et Coysevox, le changement est assez brutal, mais il n'est pas surprenant au vu de l'ampleur des contrastes entre les deux établissements. Séparés par quelques rues [650 mètres], Coysevox ne comptait que 12% d'élèves défavorisés quand Berlioz en comptait 48% en 2015-2016. Le premier devenait plus favorisé que les établissements privés du 18^e arrondissement. Il y a eu moins de remous dans le 19^e, les contrastes y sont moins marqués.

Quel rôle jouera le privé ?

Le privé a été consulté mais ne participe pas à l'expérimentation. Même si on peut imaginer, et ce serait souhaitable, un secteur où les parents ont la possibilité de choisir entre des collèges publics et le collège privé du coin. Aujourd'hui, on note une progression du privé à Paris ; 34% des collégiens parisiens y sont scolarisés.

Pour autant, le privé n'accueille que peu d'élèves défavorisés, environ 3% à 4% dans l'ensemble.

Dans le fond, veut-on vraiment la mixité ?

On assiste à sa remise en question. Il convient de se poser la question : dans quelle société veut-on vivre ? Quel est le niveau de ségrégation qu'on juge acceptable ? Voulons-nous un modèle de société sud-américain, avec des *gated communities* [« communautés fermées »] et où

chacun évolue dans l'entre-soi, sans aucun brassage ? Les conséquences sont lourdes. Regrouper des enfants très défavorisés dans des collèges ghettos a des conséquences négatives sur leurs performances mais aussi sur l'estime de soi et sur la confiance. On ne peut pas continuer à concentrer ce niveau de difficulté dans les établissements. Aujourd'hui, on sépare des enfants à l'âge de 9 ou 10 ans qui ne se recroiseront plus jamais. On doit en avoir conscience.



AURORE VALADE/PICTURETANK

Papa et maman font de la résistance

Alors que de nombreux parents fuient les établissements de leur quartier jugés infréquentables, d'autres se mobilisent pour éviter que ces écoles ne se transforment en ghettos. Des initiatives locales – associations, collectifs de parents d'élèves – que le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) recommande d'encourager, considérant qu'elles représentent un levier majeur pour combattre la ségrégation sociale à l'école. Ainsi, à Montpellier, dans le quartier du Petit-Bard, des mères se sont émues que la quasi-totalité des élèves soient d'origine maghrébine et issus des classes populaires. A Paris, dans le 18^e arrondissement, le collectif Apprendre ensemble multiplie les réunions pour inciter les parents à revenir, ou du moins à rester, dans les écoles du quartier. Denis Gauterau, père de trois enfants âgés de 12, 10 et 7 ans, fait partie des fondateurs. Il habite le quartier de la porte de Montmartre depuis vingt-cinq ans et n'envisage ni de le quitter ni de placer ses enfants ailleurs qu'à l'école la plus proche de chez lui. Quand le grand est entré à l'élémentaire, Denis Gauterau a tout entendu : racket, violence, drogue et même agressions

sexuelles. « Je me suis dit que ce n'était pas possible, pas à l'école primaire quand même. Et en grattant, on a compris que les informations venaient du "cousin de la belle-sœur d'un voisin rencontré dans un café mais peut-être que ce n'était pas dans cette école". C'était une école populaire, avec plein de gamins issus de l'immigration donc, dans la tête des parents, ça ne pouvait qu'être violent. » Tout s'est bien passé pour son fils. Avec d'autres parents, il a ainsi constitué un petit groupe pour convaincre les voisins que l'établissement n'était pas dangereux. Au moment de l'entrée au collège, les parents se mobilisent une nouvelle fois. C'est plus difficile. Un petit trafic de fausses adresses prospère. « Est-ce que, subitement, les enfants se transforment en bêtes sauvages pendant les vacances d'été entre le CM2 et la 6^e ? Non, ça n'est pas sérieux. Il n'y a aucune raison de séparer ces gosses. » Le collectif se bat pour que les écoles soient le

reflet de l'arrondissement et pour que cessent des pratiques d'évitement dont les premières victimes sont les familles en difficulté. « On sait que la mixité tire les élèves moyens vers le haut et que ça ne défavorise pas les bons élèves, poursuit Denis Gauterau. On sait qu'un enfant dont les parents sont diplômés et qui grandit dans un environnement favorisé aura son brevet. Mon fils aura son brevet, où qu'il soit. Alors de quoi a-t-on peur ? Des rumeurs ! Le collège de mon fils est réputé pour sa violence. Il n'y a pas eu un conseil de discipline de toute l'année ! » A Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Lidwine Ho, mère de deux enfants, tente également de mobiliser autour de cette question. En juin, elle a coorganisé une rencontre pour évoquer l'avenir des collèges audoniens. « Une quarantaine de parents étaient là. Nous sommes tous d'accord : personne ne veut de deux écoles ; l'une pour les riches, l'autre pour les pauvres. » Son fils aîné, âgé de 19 ans, n'est plus concerné, mais sa fille, scolarisée dans une école primaire de Saint-Ouen, entrera au collège dans deux ans. « L'école est géniale. Mais autour de nous, ceux dont les enfants sont en âge d'aller au collège déménagent ou vont dans le privé. C'est découra-

geant. On se dit que tout ce qu'on a construit, toute cette mixité risque d'être perdue. L'idée du collectif, c'est de préserver ce mélange. Les enfants se tirent vers le haut. Il faut sortir de l'hypocrisie. Donner des moyens, recruter de bons enseignants. On ne veut pas de ponts pour aller à Sciences Po, c'est un cache-misère. On veut un bon collège, normal et attractif pour les enseignants et pour les parents d'élèves. » Elle-même a triché quand son fils s'est retrouvé en difficulté dans une école de la porte de Clignancourt, dans le 18^e arrondissement de Paris. « Il était le seul élève "blanc" de sa classe. Alors qu'il a des origines asiatiques... Ça a été hyper-violent pour lui. Je l'ai domicilié à Montmartre où on a pu l'inscrire en classe de CM2. Je veux que le système change, mais je ne suis pas dupe. »